

<https://www.ouest-france.fr/normandie/les-iles-anglo-normandes-maintiendront-leur-isolement-6979265>

« Les îles anglo-normandes maintiendront leur isolement »

Le sommet des îles anglo-normandes a eu lieu ce vendredi 18 septembre 2020 par visioconférence. Au programme, mesures sanitaires, Brexit et accords de pêche... Avec des inquiétudes notamment pour la compagnie Manche Îles Express, dont les bateaux vont devoir rester à quai.



La compagnie maritime Manche Îles Express est très menacée. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Ouest-France Marie CAROF-GADEL. Publié le 18/09/2020 à 15h42

Un sommet par visioconférence

Le sommet des îles anglo-normandes s'est tenu par visioconférence entre les îles et la maison du Département de la Manche, à Saint-Lô, ce vendredi 18 septembre 2020. Hervé Morin, le président de la Région, Marc Lefèvre, président du Département, Gérard Gavory, préfet de la Manche et Jean-Marc Julienne, vice-président du Département en charge du tourisme ont rencontré leurs homologues de Jersey, Guernesey, Sercq et Aurigny.

Des mesures sanitaires strictes

« Les îles ont respecté un très strict isolement sanitaire, rappelle Marc Lefèvre. À Guernesey par exemple, le premier cas positif a été détecté il y a seulement quelques jours. » Si les très strictes

limitations d'accès ont empêché la propagation du virus, elles ont des conséquences économiques. [Première victime côté français, la compagnie Manche Îles Express](#), dont les bateaux restent à quai. « **Tant qu'il n'y aura pas de vaccin, les îles maintiendront leur isolement** », révèle Marc Lefèvre.

L'horizon s'obscurcit donc encore plus pour la compagnie qui emploie 20 salariés. « **Nous avons accepté de prolonger la délégation de service public de deux ans**, rappelle Marc Lefèvre. **En temps normal, le budget que nous allouons est de 1,2 million d'euros. On est passé à 1,4 depuis que les bateaux ne tournent plus.** » Aucun scénario n'est privilégié. « **On prend un risque financier en maintenant ce service, mais si on l'arrête, on ne pourra plus redémarrer.** »

La question des passeports

Manche Îles Express pourrait également devenir une victime collatérale d'un [Brexit dur](#). « **Les Britanniques veulent généraliser l'obligation du passeport**, explique Marc Lefèvre. **Or, seul un quart des citoyens français en sont porteurs. 20 % de la clientèle de Manche Îles Express en a un. Si cet usage devient obligatoire, les îles et donc les compagnies maritimes se priveraient d'une clientèle française habituée à y entrer avec une seule carte d'identité.** »

Des deux côtés, les élus ont plaidé pour un assouplissement. « **Il faut une réciprocité**, assure Gérard Gavory. **Il y a 3 500 résidents britanniques dans la Manche qui auront également l'obligation d'avoir un titre de séjour.** »

Les accords de pêche

« **Chacun a réaffirmé sa volonté du *statu quo***, affirme Marc Lefèvre. **Les gouvernements insulaires veulent rester à la table des négociations.** » [Le gouvernement de Jersey prend le contre-pied de la grogne des pêcheurs de l'île menés par leur tonitruant président Don Thompson qui appelle à quitter le Traité de la Baie de Granville](#). « **Don Thompson ne représente pas tous les pêcheurs**, tempère Marc Lefèvre. **Il y a une grande part de populisme. Le gouvernement du bailliage de Jersey se montre pragmatique.** »

En quittant les accords, les pêcheurs anglo-normands s'amputeront d'une débarque à Granville ou Diélette. « **Nous avons déjà évité des batailles navales avec Guernesey en janvier**, rappelle Hervé Morin. **Parce que les bailliages ont su calmer les esprits et prendre les bonnes décisions. Le problème demeure désormais dans la question du Brexit car les îles n'auront plus la main sur l'attribution des licences de pêche...** » Là encore, le sort des Anglo-Normandes dépend du gouvernement de Boris Johnson.